

LETTRE OUVERTE DE **FO** DGFIP 50 A MONSIEUR BERNARD CAZEUNEUVE, MINISTRE AU BUDGET

Monsieur le Ministre,

Vous effectuez votre premier déplacement dans notre département depuis vos nouvelles fonctions ministérielles pour visiter une partie des services des Finances Publiques de Valognes. Mais nous sommes prévenus à peine 24 heures à l'avance par notre direction locale qui nous propose seulement de rencontrer un conseiller. En effet, il n'est pas prévu de parler à notre directeur général également présent ni à notre Ministre. Nous le regrettons. Est ce le dialogue social de qualité voulu par la démarche stratégique ?

Alors que vous avez lancé la campagne de déclarations sur les revenus, votre visite des services de Valognes ne concernera pas les agents d'assiette du SIP. Comme une visite ministérielle de 2012, le sujet de la compétitivité semble plus prioritaire.

De même, nous vous rappelons qu'il existe aussi un autre Centre des Finances Publiques à Valognes spécialisé dans les missions des collectivités locales qui sont vitales pour la population et leurs élus locaux.

De plus, notre organisation aurait souhaité vous parler directement des difficultés rencontrées par les agents et de nos revendications :

ARRETER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois car comment peut on demander toujours plus ou autant aux agents avec moins de personnels et de moyens. Ainsi, la Manche enregistre la suppression nette de 15 emplois pour 2013. Les crédits du budget de la DDFIP baissent inexorablement.

AMELIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Ces choix pèsent ainsi lourdement sur les conditions de vie professionnelle des agents et sur la qualité des missions pendant que les charges de travail se multiplient (demande gracieuse, de délais, révision valeurs locatives...) et alors que les « réformes », les notes s'additionnent (législations fiscales, intercommunalité...).

DEFENDRE TOUTES LES MISSIONS ET TOUS LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES

Les difficultés évoquées précédemment contribuent à la dégradation des missions et du service public au détriment des usagers (particuliers, professionnels, collectivités). Ainsi, les postes comptables n'ont d'autre solution que de réduire leurs heures d'ouvertures, prémisse à de nouvelles fermetures.

Et ce n'est pas le remplacement de la « Révision Générale des Politiques Publiques » (RGPP) par la « Modernisation de l'Action Publique » (MAP) qui répondra aux attentes des agents et des usagers. Le projet d'un nouvel acte III de décentralisation débouchant sur plus d'inégalités n'est pas non plus une solution.

Il vous appartient Monsieur le Ministre de réaffirmer le caractère « prioritaire » de l'ensemble des missions de la DGFIP et de défendre les agents des Finances Publiques qui participent au Service public financier et fiscal.

REVALORISER LES REMUNERATIONS

Nous demandons la revalorisation du point d'indice car depuis 10 ans celle-ci est inférieure à l'inflation. Les hausses de la retenue pour pension appliquées avec la loi sur les retraites conduit de facto à une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires pendant que notre administration réduit parallèlement le volume des promotions internes. Un ancien directeur général avait parlé dans le cadre de la fusion d'un "gagnant-gagnant" et de "mieux disant". Or, les agents ont pu constater le décalage entre ces paroles et les actes encore récemment avec la suppression annoncée de mouvements de mutation.

Monsieur le Ministre, il y aurait beaucoup d'autres choses à dire et nous restons disponibles pour en parler, dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre en l'expression de notre considération distinguée.

Julien CLAUDOT
Secrétaire départemental **FO** DGFIP 50